

Cote du document: EB 2013/LOT/G.13
Date: 8 novembre 2013
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Michael Hamp
Conseiller principal en finance rurale
téléphone: +39 06 5459 2807
courriel: m.hamp@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Recommandation d'approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2

Annexe

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD): Mise en place de systèmes financiers accessibles à tous pour améliorer l'accès aux services financiers en milieu rural en collaboration avec le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP)	3
--	---

Appendice

Results-based logical framework
(Cadre logique axé sur les résultats)

Sigles et acronymes

BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CGAP	Groupe consultatif d'assistance aux pauvres
ComEx	Comité exécutif du CGAP
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 1,5 million d'USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui au programme de recherche et de formation mené par le centre international ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD):
Mise en place de systèmes financiers accessibles à tous pour améliorer l'accès aux services financiers en milieu rural en collaboration avec le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP).
3. Les objectifs et la teneur du programme de recherche appliquée considéré sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou novatrices ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux populations pauvres, femmes et hommes, des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. La politique vise l'obtention des résultats ci-après: a) promotion d'activités innovantes et élaboration de technologies et d'approches novatrices au profit du groupe cible du FIDA; b) activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques s'agissant des questions importantes pour les ruraux pauvres menées par ce groupe cible ou en son nom; c) renforcement de la capacité des institutions partenaires à fournir toute une gamme de services d'aide aux ruraux pauvres; et d) promotion, auprès des parties prenantes au sein des régions et de l'une à l'autre, de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information au sujet des questions liées à la réduction de la pauvreté rurale.
6. Le programme proposé est conforme à l'objectif et aux résultats escomptés de la Politique révisée du FIDA en matière de dons, dans la mesure où il soutient la gestion, l'apprentissage et la diffusion des savoirs, les activités innovantes et les

technologies et approches novatrices; et il renforce les capacités des institutions partenaires à fournir des services aux populations rurales pauvres. Il soutient également l'objectif stratégique 3 du FIDA en favorisant l'accès des populations rurales pauvres, femmes et hommes, à des services susceptibles de réduire la pauvreté, d'améliorer la nutrition, d'augmenter leurs revenus et de renforcer leur capacité de résistance dans un environnement évolutif.

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme "Mise en place de systèmes financiers accessibles à tous pour améliorer l'accès aux services financiers en milieu rural en collaboration avec le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP)", accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1,5 million d'USD) à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD): Mise en place de systèmes financiers accessibles à tous pour améliorer l'accès aux services financiers en milieu rural en collaboration avec le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP)

I. Contexte

1. Le FIDA est le seul bailleur de fonds dans le monde axé exclusivement sur la finance rurale. Conscient du rôle crucial que l'accès aux services financiers peut jouer dans les zones rurales, l'un des six domaines du Cadre stratégique du FIDA met l'accent sur l'accès à toute une gamme de services financiers dans les zones rurales. À travers la Politique du FIDA en matière de finance rurale, révisée et approuvée par le Conseil d'administration en 2009, le Fonds a confirmé sa volonté de rechercher sans relâche des moyens plus efficaces d'appuyer le secteur de la finance rurale. Compte tenu de ces engagements institutionnels et sachant qu'environ 20% des projets du Fonds portent sur la finance rurale, il est essentiel que le FIDA collabore avec des partenaires solides pour pouvoir améliorer en permanence son action dans ce secteur et y intégrer les idées nouvelles et les expériences les plus récentes.
2. L'un des principaux partenaires du FIDA en matière de finance rurale est le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP), un organisme de recherche hébergé par la Banque mondiale. En sa qualité de centre d'orientation et de recherche, reconnu à l'échelle internationale et visant à améliorer l'accès des pauvres du monde entier aux services financiers, le CGAP coordonne un réseau actif de plus de 30 organismes de développement et fondations privées opérant dans le secteur de la microfinance rurale (notamment le FIDA, la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement et l'United States Agency for International Development). La mission du CGAP est d'améliorer les conditions de vie des populations pauvres en stimulant l'innovation et en faisant progresser les connaissances et les solutions qui favorisent le développement de marchés financiers responsables et accessibles à tous.
3. Le partenariat du FIDA avec le CGAP ouvre de nouvelles perspectives importantes en matière d'échanges techniques et permet une meilleure diffusion des savoirs et des données d'expérience dans le domaine de la finance rurale. En sa qualité de membre du CGAP, le FIDA a également pu bénéficier des services consultatifs du Groupe, dans le cadre de sa participation à des comités d'examen technique, à la publication conjointe d'études de cas en matière de finance rurale, aux Microfinance Donor Peer Reviews et au SmartAid for Microfinance Index de 2009. En outre, le FIDA a participé à l'enquête réalisée en 2012 par le CGAP sur les sources de financement, avec plus de 30 membres du CGAP qui contribuent à l'amélioration de la transparence du financement de la microfinance. En janvier 2013, le FIDA (en particulier la Division des politiques et du conseil technique et la Division des statistiques et des études au service du développement) a participé à un séminaire de réflexion, avec d'autres membres du CGAP et d'éminents chercheurs, sur l'évaluation de l'impact des politiques d'inclusion financière, qui s'est tenu au Ministère britannique du développement international, à Londres, au Royaume-Uni. Depuis le 1^{er} juillet 2011, le FIDA participe au Comité exécutif (ComEx) du CGAP, et ce jusqu'au 30 juin 2014.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. L'accès aux services financiers – que ce soit sous forme d'épargne, de crédit, de transfert d'argent ou d'assurance – est un outil fondamental pour améliorer le bien-être d'un ménage et sa capacité productive. Ces services permettent également aux personnes démunies de réduire leur vulnérabilité et leur offrent des possibilités d'améliorer leurs conditions de vie. Le rôle du CGAP est de faire progresser et d'accélérer le développement de marchés financiers responsables et accessibles à tous. Pour ce faire, il travaille sur les questions frontalières afin de permettre aux populations pauvres, qui n'ont actuellement aucun accès ou un accès limité à ces services, de bénéficier de services financiers de qualité. L'action du CGAP est conforme aux deux objectifs centraux des capitaux catalytiques subventionnés: i) le développement de savoirs accessibles, de données accessibles et de connaissances pratiques connexes; et ii) l'expérimentation, par les secteurs privé et social, démontrant la viabilité et le caractère novateur des produits et des modèles opérationnels.
5. Depuis sa création en 1995, le CGAP s'est imposé en tant que chef de file et centre de connaissances reconnus, offrant des services consultatifs et d'information à un large éventail d'intervenants dans le secteur de la finance rurale. Son mandat et sa stratégie ont été mis à jour et renouvelés à quatre reprises (le plus récemment en mai 2013, lorsque la stratégie du CGAP a été mise à jour afin d'inclure un nouveau axe de travail consacré à l'innovation financière pour les ménages de petits exploitants). Ses nombreuses collaborations avec des organismes des Nations Unies, la communauté des donateurs et d'autres acteurs de premier plan lui permettent de nouer des partenariats qui favorisent le consensus et le partage des coûts. Les normes du CGAP ainsi que ses lignes directrices relatives aux bonnes pratiques, ses outils techniques, ses activités d'innovation, de recherche et de diffusion des connaissances sont conçus de manière qu'une grande variété d'acteurs du secteur de la microfinance puissent en bénéficier.
6. Les décideurs et les acteurs du secteur de la finance rurale bénéficieront de l'analyse des politiques et des messages clés qui se dégageront du programme proposé. Le programme s'adressera aux décideurs s'occupant de financement rural non seulement par le biais de ses services consultatifs, mais aussi par l'application des normes du CGAP en matière de réglementation et de supervision, de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, de protection des consommateurs et de politiques applicables aux services bancaires à distance, dont dépend l'expansion de la finance rurale.
7. Le CGAP est largement considéré comme le premier centre de documentation mondial pour l'accès aux financements, comme il ressort des témoignages des membres du Groupe et de ses partenaires; des évaluations indépendantes; de l'utilisation croissante des services offerts par le Groupe par les différentes parties prenantes; et du rôle du CGAP en tant que partenaire d'exécution du Partenariat mondial pour l'inclusion financière (GPII) mis en place dans le cadre du G20. Le CGAP a été cité plus de 2 000 fois par la presse en 2012 et son site Internet continue de recevoir énormément de visites (environ un million de visiteurs ont consulté le site du CGAP, et celui-ci reçoit en moyenne 92 000 visites par mois, de plus de 170 pays).
8. Grâce à son partenariat avec le CGAP, le FIDA peut tirer parti des activités, de la recherche et des outils techniques du Groupe, qui peuvent être transmis à des projets et des programmes cofinancés par des dons ou des prêts du FIDA, ainsi qu'à leurs partenaires respectifs sur le terrain. En outre, à travers le réseau du CGAP, le FIDA peut améliorer la qualité de la conception des projets et des programmes, mettre à l'essai de nouvelles approches avec d'autres praticiens, partager avec la communauté des donateurs ses données d'expérience en matière

de financement rural acquises dans le cadre des programmes exécutés dans des pays partenaires et tirer des enseignements de l'expérience acquise par ces derniers tout au long du cycle des programmes et projets. Le CGAP offre également au FIDA une passerelle pour la diffusion, à d'autres donateurs et parties prenantes, des résultats des projets et programmes menés à bonne fin, et pour la mise en commun des enseignements tirés des projets et programmes moins bien réussis.

9. L'un des principaux piliers de l'action du CGAP est le renforcement de l'efficacité du financement en vue de permettre un accès aux fonds. L'indice SmartAid est un service offert aux bailleurs de fonds qui cherchent à mieux comprendre l'influence des systèmes de gestion, des politiques, des procédures et des incitations internes sur leurs opérations de microfinance. Le FIDA a pris part à l'examen du SmartAid for Microfinance Index en 2009 et en 2013. Ces examens ont permis de dégager les secteurs dans lesquels des améliorations étaient nécessaires.
10. Enfin, le CGAP effectue des enquêtes annuelles sur les flux de financement transfrontaliers dans une optique d'intégration financière (auxquelles plus de 50 donateurs et investisseurs participent, dont le FIDA).

III. Le programme proposé

11. L'objectif général du programme est d'ouvrir l'accès à un large éventail de services financiers ruraux durables, en particulier au profit des ménages de petits exploitants et des populations les plus démunies, dans le cadre d'un système financier accessible à tous. Par ailleurs, en renforçant les partenariats sur le terrain, ce don important permettra également d'améliorer l'efficacité opérationnelle du FIDA et aura une incidence sur ses interventions en matière de finance rurale. Les objectifs du programme sont les suivants: i) renforcer la sensibilisation aux besoins des petits exploitants et autres familles rurales en termes de services financiers afin d'améliorer la fourniture, la diffusion et la viabilité de ces services; ii) effectuer des recherches concernant la meilleure façon de venir en aide aux populations les plus démunies dans les zones rurales et diffuser les leçons apprises; iii) promouvoir un cadre politique propice à la finance rurale; et iv) renforcer les capacités des parties prenantes et des partenaires du FIDA, dans le cadre des différents programmes et projets, en matière de finance rurale dans toutes les régions.
12. Le groupe cible comprend toutes les parties prenantes dans le secteur de la finance rurale, dans tous les pays où le FIDA opère. Selon les estimations, actuellement, 90% de ceux qui vivent en milieu rural n'ont pas accès à des services financiers fiables.
13. Le programme durera trois ans et il comportera quatre grandes composantes:
 - i) sensibilisation à la vaste gamme de besoins des petits exploitants et autres familles rurales en termes de services financiers, afin d'améliorer la fourniture, la diffusion et la viabilité de ces services;
 - ii) recherche de la meilleure façon de venir en aide aux populations les plus démunies dans les zones rurales et diffusion des leçons apprises;
 - iii) promotion d'un cadre politique favorable à la finance rurale; et
 - iv) renforcement des liens avec les centres d'excellence en matière de finance rurale.

IV. Résultats et avantages escomptés

<i>Résultats</i>	<i>Effets</i>
Composante 1	
<ul style="list-style-type: none"> Analyse de la façon dont les petits exploitants ruraux gèrent leurs besoins financiers. Aménagement et expérimentation de nouveaux modèles de banque à distance et diffusion des principaux résultats. Analyse de la performance des produits et des modèles opérationnels. 	<ul style="list-style-type: none"> Les parties prenantes comprennent mieux et avec plus de précision le large éventail de services financiers dont les familles de petits exploitants et autres familles rurales et les ménages extrêmement pauvres ont besoin.
Composante 2	
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place et documentation de nouveaux projets pilotes en vue de venir en aide aux plus pauvres dans les zones rurales et partage des enseignements tirés. Identification et préparation de partenaires et de prestataires de services pour la mise en œuvre des programmes de reclassement (graduation program). 	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration des circuits d'accès, de la diffusion et de la viabilité des services financiers pour les ruraux pauvres.
Composante 3	
<ul style="list-style-type: none"> Les engagements en faveur des politiques d'inclusion financière (comme l'assistance technique, les ateliers, les commentaires sur les projets de politique ou de réglementation) se reflètent dans les recommandations sur les politiques et les lignes directrices des autorités nationales des pays partenaires du FIDA et/ou des organismes mondiaux (tels que les instances normatives et le G20). 	<ul style="list-style-type: none"> Promotion d'un cadre national et international politique propice à la finance rurale.
Composante 4	
<ul style="list-style-type: none"> Engagements concernant l'architecture des données (c.-à-d. assistance technique et réunions) à l'égard du questionnaire sur l'accès aux services financiers du Fonds monétaire international (FMI), du Findex Survey et du Microfinance Information Exchange, Inc. Les sous-groupes relatifs aux données et aux stratégies de mesure du GPFI et de l'Alliance for Financial Inclusion sont conseillés en vue de faire progresser les normes de données sur les questions frontalières. Création d'un large comité consultatif sur l'innovation financière pour les ménages de petits exploitants, auquel participe le FIDA. Réalisation de l'évaluation SmartAid for Microfinance du FIDA et appui à la mise en œuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la coopération/coordination du FIDA avec ses partenaires Renforcement de la reproduction et de la transposition à plus grande échelle des innovations en matière de finance rurale au sein du portefeuille de finance rurale du FIDA.

V. Modalités d'exécution

14. Le CGAP est hébergé par la Banque mondiale et fournit une variété de services relatifs à la microfinance rurale, notamment des services de conseil sur les questions juridiques et réglementaires, la recherche, la publication et la diffusion de normes et de bonnes pratiques, ainsi que le développement et le financement d'initiatives expérimentales visant à promouvoir l'accès des populations pauvres du monde aux services financiers. Le CGAP a une structure de gouvernance autonome qui se compose du Conseil des gouverneurs des membres donateurs et du ComEx.

Depuis le 1^{er} juillet 2011, le FIDA participe au ComEx, et ce jusqu'au 30 juin 2014. La participation au ComEx permet au FIDA d'assurer une surveillance générale du CGAP, mais ne lui donne aucun pouvoir de décision concernant l'administration des dons. Celle-ci incombe uniquement au CGAP et à ses partenaires d'exécution. Les réunions du ComEx peuvent examiner des questions liées à des projets/programmes spécifiques financés sous forme de dons sur une base ad hoc; ce n'est cependant pas l'objectif principal du ComEx. La direction du CGAP assume la responsabilité fiduciaire.

15. Étant donné que le CGAP est hébergé par la Banque mondiale, la gouvernance financière de ce don suivra les procédures de gestion financière de la Banque. Les fonds des donateurs sont gérés à travers un certain nombre de mécanismes financiers. Pour la gestion de ces fonds, la Banque mondiale entretient des systèmes informatiques sécurisés et adhère à un dispositif global de contrôle interne. Des états financiers distincts sont produits pour les transactions du CGAP, et des examens de vérification internes et externes sont effectués pour assurer aux donateurs que les décaissements respectent les politiques et procédures pertinentes de la Banque mondiale, pour les fonds qui lui sont confiés.
16. Il n'y aura pas d'audit annuel distinct du CGAP, mais le FIDA s'appuiera sur une attestation de contrôle de la Banque mondiale, réalisée par les auditeurs externes de la Banque. Tous les décaissements du Fonds fiduciaire du CGAP seront effectués sur présentation d'états certifiés des dépenses soumises au FIDA.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

17. Le coût global du programme s'élève à 60,7 millions d'USD. La contribution du FIDA, sous forme de don, s'élève à 1,5 million d'USD et permettra de financer des dépenses spécifiques. Le reste du financement est estimé à 59,2 millions d'USD, qui seront fournis par d'autres donateurs¹.
18. Les fonds accordés par le FIDA seront acheminés au programme uniquement à travers le Fonds fiduciaire du CGAP, administré par la BIRD. Les fonds seront transférés au Fonds fiduciaire avant d'être décaissés au CGAP pour l'exécution du programme sur la base de ses plans de travail et budgets annuels.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Salaires et indemnités ^a	500	
Services contractuels	745	
Ateliers ^b	90	
Frais de voyage	90	
Frais de gestion ^c (5%)	75	
Total	1 500	59 200

^a Y compris le personnel direct à temps complet et les consultants.

^b Coûts liés à l'organisation, aux médias et aux ateliers, et frais généraux associés.

^c Frais payables à la BIRD.

¹ Budget estimé pour la période juillet 2013 – juin 2016 (exercice 2014 – exercice 2016) financé par des contributions des donateurs – contributions de base et contributions affectées; produit d'intérêts et gains de change; à l'exclusion du financement du FIDA.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Access to a wide range of sustainable rural financial services in an inclusive financial system unlocked for smallholder families and rural extreme poor households.	Improved financial market infrastructure, policy frameworks, service delivery, and economic performance by 10% annually on average for all supervised rural finance components and projects.	Annual MIX-market report, Annual IMF Financial Access Survey Findex Financial Access Survey (if available)	Management support and sufficient financial resources available for capacity building and institutional development and change processes.
Development Objective	IFAD's operational effectiveness in its rural finance interventions is enhanced and partners in the field strengthened.	Corporate Level Evaluation (CLE) of IFAD's Rural Finance Policy or Peer Review of Aid Effectiveness scores increase by 20% against previous CLE or Peer Review. IFAD's capacity is strengthened. Project participating financial service providers report 10% increase of target client outreach (loans and savings) annually.	CLE report SmartAid for Microfinance feedback report score and commentary. Performance-based agreements/ contracts with project participating FSPs.	Management support and sufficient financial resources of different origin available for capacity building and institutional development and change processes. Rural finance sector remains relatively unaffected by global / regional economic and financial crises. IFAD member governments are committed to the financial inclusion agenda.
Outcomes	Awareness of the broad array of financial services needed by smallholder and other rural families and extreme poor households increased. Delivery channels, outreach, and sustainability of financial services for the rural poor improved. National and international supportive policy framework for rural finance fostered. IFAD stakeholder and partner coordination and cooperation strengthened. Innovation in rural finance replicated and scaled within IFAD's rural finance portfolio enhanced.	20 citations of demand research on how best to serve smallholder families and the extreme poor in rural areas by stakeholders. 5 cases of innovative service delivery approaches (such as branchless banking) implemented and published. 10 examples of IFAD stakeholder and partner coordination as a result of CGAP and its regional hubs. 5 policy recommendations/ guidelines/drafts (policy documents) by national regulators or global bodies that reflect CGAP input. Second (outcome) and third level (impact) RIMS indicators for rural finance improve for IFAD stakeholders and partners with	Number of citations in publicly accessible or other databases. CGAP Publications (such as Annual Reports, Focus Notes, and Briefs) and other reports. Country strategy and project design documents. Review of relevant policy documents. Supervision mission mid-term and project completion reports.	Sufficient contributions from other CGAP member donors in order to implement all planned activities. Stakeholders are interested to participate in development of inclusive financial systems. Knowledge will be absorbed by IFAD's operations (willingness to change)

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
		baselines and linkages with CGAP.		
Outputs	<p>Demand research on how rural smallholders manage their financial needs.</p> <p>Landscaping and experimentation with new branchless banking models completed and key findings disseminated.</p> <p>New pilots serving the poorest in rural areas are implemented and documented, and lessons shared.</p> <p>Partners and service providers are identified and enabled to implement financial graduation programmes.</p> <p>Business model & product performance analysis.</p> <p>Financial inclusion policy engagements (such as technical assistance, workshops, commentary to draft policy or regulation) reflected in the policy recommendations and guidelines of national regulators of IFAD partner countries and/or global bodies (such as standard-setting bodies (SSBs) and the G20).</p> <p>Data architecture engagements (technical assistance and convenings) with respect to International Monetary Fund (IMF) Financial Access Survey, Findex Survey and Microfinance Information Exchange, Inc. (MIX).</p> <p>Advise GPFI and Alliance for Financial Inclusion (AFI) data and measurement subgroups on advancing data standards on frontier issues.</p> <p>Establishment of broad-based advisory committee for financial innovation for smallholder households in which IFAD participates.</p> <p>SmartAid for Microfinance evaluation of IFAD completed and implementation support provided.</p>	<p>3 Research studies published.</p> <p>1 Landscaping published and 2 branchless banking experiments completed.</p> <p>6 graduation pilot projects implemented and documented.</p> <p>3 business model and product performance analyses.</p> <p>6 financial inclusion policy engagements.</p> <p>2 data architecture engagements.</p> <p>5 data related publications/statements by IMF, Findex, MIX, GFP and AFI subgroups.</p> <p>16 Advisory Committee meetings.</p> <p>1 publication of IFAD's Smartaid for Microfinance evaluation.</p>	<p>CGAP reporting.</p> <p>CGAP public communications, including website.</p> <p>For certain outputs IFAD internal resources (e.g. supervision mission reports, portfolio reviews etc.).</p> <p>SmartAid for Microfinance feedback report.</p> <p>Review of data publications/statements by IMF, Findex, MIX, and GPFI/AFI subgroups.</p>	<p>Sufficient data and lessons learnt for replication and scale up are available.</p> <p>Undesired policies and/or programmes averted.</p>